



# ANALYSE DE RISQUES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## Rapport issu du Projet d'Analyse de Situation COVID-19

Aperçu de la période d'août 2020 à octobre 2021



Détérioration de la situation  
sanitaire liée à la COVID-19



Adoption / Durcissement de  
mesures gouvernementales  
anti-COVID



Recrudescence des conflits  
armés et intercommunautaires



Détérioration de la situation  
sanitaire (autres épidémies)



Aléas climatiques



Arrivée massive de réfugiés  
centrafricains



Juillet 2021

# Introduction

## Projet d'analyse de situation COVID-19

Ce rapport d'analyse de risques s'inscrit dans un projet mené par iMMAP depuis août 2020 et qui cherche à déterminer les enjeux qui découlent de la crise sanitaire de COVID-19 en République Démocratique du Congo et dans cinq autres pays.

L'épidémie de la maladie causée par le virus connu sous le nom de coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS-CoV-2) ou COVID-19 a débuté en Chine en décembre 2019. Le virus s'est très rapidement propagé dans le monde, le Directeur Général de l'OMS déclarant la pandémie le 11 mars 2020.

L'impact du virus a été ressenti le plus sévèrement dans les pays déjà affectés par des crises humanitaires. L'accès humanitaire aux communautés vulnérables a été limité aux mouvements essentiels, interrompant certains des services essentiels ainsi que les évaluations et les suivis de situation.

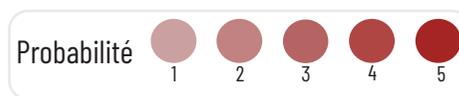
Afin de surmonter ces contraintes et de permettre à la communauté humanitaire d'obtenir des informations récentes sur la propagation de la pandémie de COVID-19, iMMAP a initié le [projet d'Analyse de Situation COVID-19](#) avec le support du Bureau d'Assistance Humanitaire de USAID (USAID BHA). Ce projet a pour objet de fournir des solutions aux besoins globaux croissants des acteurs humanitaires en termes d'évaluation et d'analyse.

## Méthodologie de l'analyse de risque

La méthodologie utilisée dans le cadre de ce rapport s'appuie sur la [méthodologie](#) proposée par ACAPS en 2019 pour l'analyse de risques. Le calcul de sévérité de chaque risque -proposé pour chaque événement à risque et pour chaque risque par secteur- se base sur deux facteurs : la probabilité de l'avènement du risque en question et l'impact que ce risque pourrait avoir. Cet impact est lui-même calculé à travers l'exposition en termes de populations potentiellement affectées et l'intensité du risque (dont les degrés sont définis par ACAPS dans la méthodologie précitée). Une analyse des risques a été menée grâce aux informations secondaires récoltées depuis le début du projet d'analyse de situation COVID-19 et taguées sur la plateforme du [DEEP](#). Un calcul et une proposition de taux de sévérité a été effectué 1, par type de risque (événement) ; 2, par risque et par secteur ; 3, par risque et par province. La matrice utilisée ainsi qu'une méthodologie plus approfondie peuvent être trouvées [ici](#).

L'analyse de risques proposée dans ce rapport inclut à la fois une description des impacts potentiels par secteur affecté et une carte de sévérité des risques pour chaque menace. Néanmoins, pour le durcissement des mesures d'endiguement, les niveaux de sévérité calculés dans la matrice se sont trouvés être au même niveau et aucune carte n'est donc présentée puisque toutes les provinces obtiennent le même niveau de risque (la carte serait donc de la même couleur pour l'entièreté du territoire).

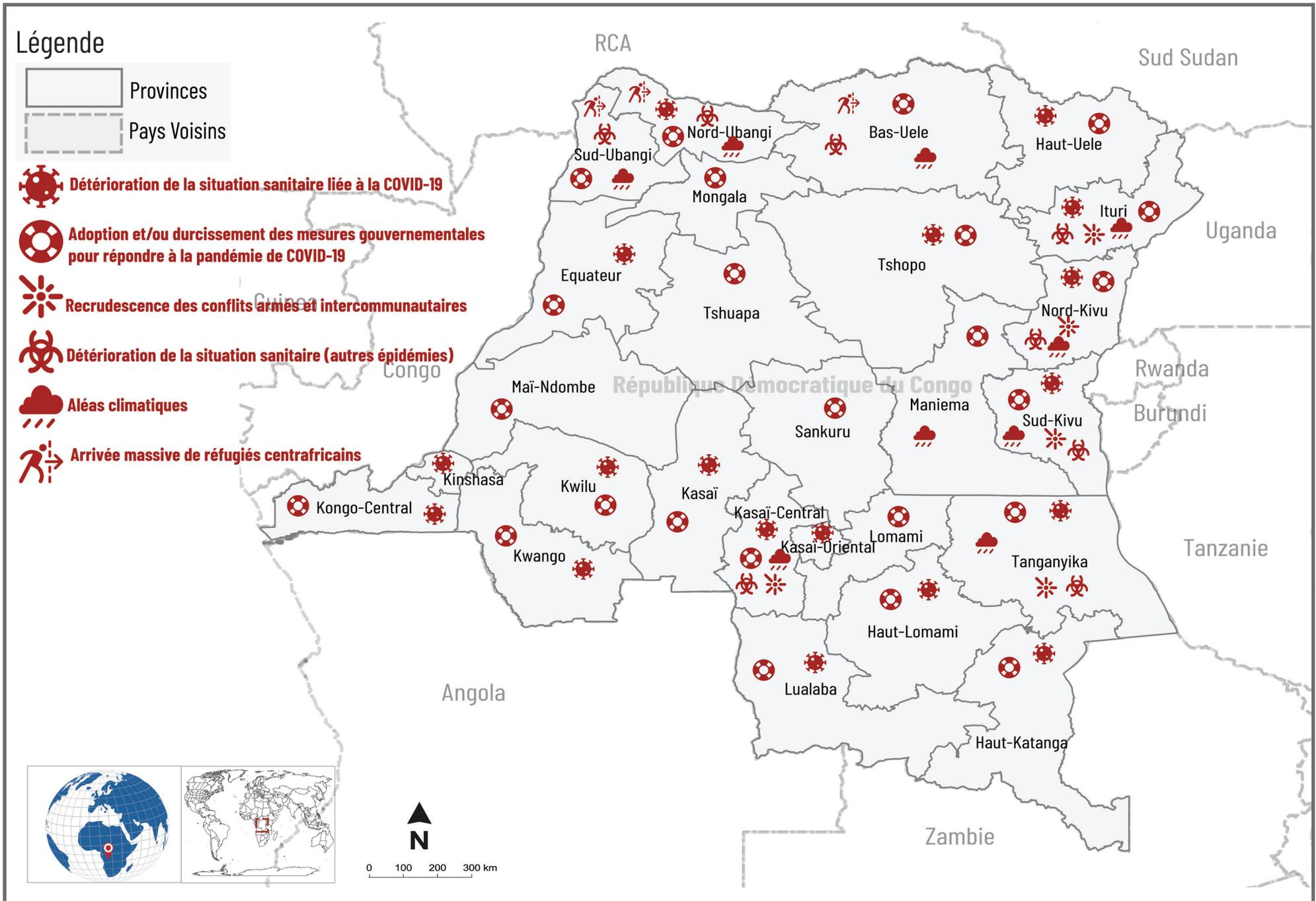
Au sein de l'analyse, pour un souci de clarté, l'impact, la probabilité et la sévérité des risques à suivre sont identifiés grâce à un code couleur dans le rapport. Ce code couleur correspond aux niveaux suivants :

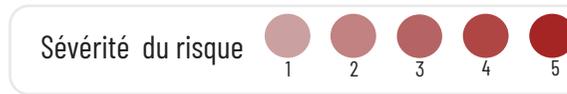
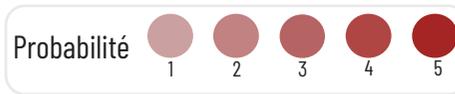


## Contexte

La crise sécuritaire et politique qui dure en RDC depuis plus d'une vingtaine d'années a impacté de façon dramatique les conditions de vie de la population, soumettant celle-ci à des besoins qualifiés comme parmi les plus importants au monde. Malgré une transition politique pacifique en 2019 et une diminution des violences, l'année qui a suivi a vu le contexte sécuritaire, politique et sanitaire se dégrader, notamment du fait de l'épidémie de COVID-19 qui a touché le pays et impacté sa croissance économique. Un accroissement des niveaux de pauvreté extrême s'est ainsi vu accompagné d'une diminution d'accès aux biens et aux services essentiels, accès déjà limité du fait du manque d'infrastructure ou de leur dysfonctionnement ([Health Cluster](#) 26/04/2021, [MSF](#) 19/04/2021, [RFI](#) 18/04/2021, [Shelter Cluster](#) 15/04/2021, [OCHA](#) 07/04/2021, [Medair](#) 07/04/2021, [OCHA](#) 02/04/2021, [Protection Cluster](#) 01/04/2021, [ICRC](#) 31/03/2021, [MSF](#) 04/03/2021). Néanmoins, bien que la crise de la COVID-19 et les mesures prises à son encontre aient affecté la croissance économique du pays, réduisant les moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables et, par conséquent, accentuant l'insécurité alimentaire et la malnutrition de la population en RDC, elle n'est pas le facteur principal de la crise alimentaire qui frappe le pays depuis des décennies et ne reste qu'un des éléments aggravants de la situation humanitaire ([OCHA](#) 22/02/2021, [CRS](#), [PRO WASH](#) 04/01/2021). En effet, les conflits armés, les catastrophes naturelles, les épidémies, les déplacements continus de population (plus de 5 millions de déplacés dans le pays) et le manque d'accès aux services de base restent le principal déclencheur de l'insécurité alimentaire, notamment dans les provinces de l'Est, d'Ituri, Nord et Sud-Kivu, Maniema, Tanganyika et Grand Kasai ([IPC](#) 30/03/2021, [WFP](#) 23/03/2021, [REACH](#) 17/03/2021).

# Les risques dans les provinces





## Détérioration de la situation sanitaire liée à la COVID-19



Alors que la RDC cumule au 16 juin 2021 36 578 cas de COVID-19 recensés depuis mars 2020, elle s'inscrit comme le 121<sup>ème</sup> pays le plus touché par la COVID-19 dans le monde (en termes de cas cumulés) ([WHO 16/06/2021](#)). La capacité réduite de ses laboratoires ne permet pas de tester suffisamment la population, faisant craindre des contaminations et des décès plus élevés que les chiffres officiels ([PERC 12/05/2021](#)). Au mois de mai, le pays comptait 1600 personnes testées sur 1 000 000 (soit 0,16% de la population) tandis que tous ses voisins avaient un taux variant entre 2,2% et 10% ([COMESA 12/05/2021](#)). Si le pays semble demeurer relativement épargné par la pandémie en comparaison avec certains de ses voisins (notamment la Zambie qui compte près de trois fois plus de cas), la troisième vague débutée en mai suite à l'arrivée du variant indien sur le territoire a aggravé la transmission de la maladie. L'épidémie s'inscrit donc encore -près d'un an et demi après le premier cas notifié- comme un risque à potentiel élevé et avec des impacts sanitaires non négligeables. Si le taux de guérison est de 76% et un taux de létalité à hauteur de 2,4%, similaire à celui de la région Afrique (2,5%) et proche du taux mondial (1,8%),

le système de santé en RDC reste fragile et pourrait rapidement être saturé dans le cas d'une vague importante. Plusieurs variants sont déjà présents en RDC et pourraient mettre à mal la prise en charge sanitaire : le variant Delta (indien), le variant Alpha (anglais) et le variant Beta (sud-africain). Les variants Eta et B.1.1.207, tous deux identifiés au Nigéria en 2020, peuvent présenter une dangerosité assez importante même s'ils ne sont pas encore présents en RDC ([Jeune Afrique 03/07/21](#)). Le phénomène d'une troisième vague qui s'intensifierait de manière abrupte ou une quatrième vague très forte pourrait engendrer de nombreux décès ou réduire même la capacité de soigner les patients atteints d'autres pathologies ([Le Monde 16/06/2021](#)).

### Santé



Plusieurs impacts pourraient découler d'une détérioration de la situation sanitaire liée à la COVID-19. Tout d'abord, la recrudescence des cas signifierait systématiquement une hausse des personnes symptomatiques et malades et très probablement une hausse des décès. De plus, les problèmes systémiques des infrastructures de santé et du système en tant que tel pourraient fragiliser la prise en charge des patients, exposant ces derniers à une saturation des établissements et à une qualité des soins inadéquate. Le manque d'oxygène pour soigner les patients en réanimation a déjà été noté depuis le début de la pandémie dans le pays ([CMR-COVID-19 25/01/2021](#), [BBC Afrique 12/01/2021](#), [Radio Okapi 11/01/2021](#)). Les coupures d'eau et d'électricité ainsi que la vétusté de certains centres de santé pourraient accroître les risques de contamination à la COVID-19 au sein même de ceux-ci. Ce phénomène pourrait se corréliser et même causer une baisse de la fréquentation des malades dans les établissements sanitaires de peur d'attraper le virus comme cela a déjà été le cas notamment pendant la première vague ([BMJ, 30/03/2021](#), [FEWS NET, 31/03/2021](#)).

### Eau, Hygiène et Assainissement



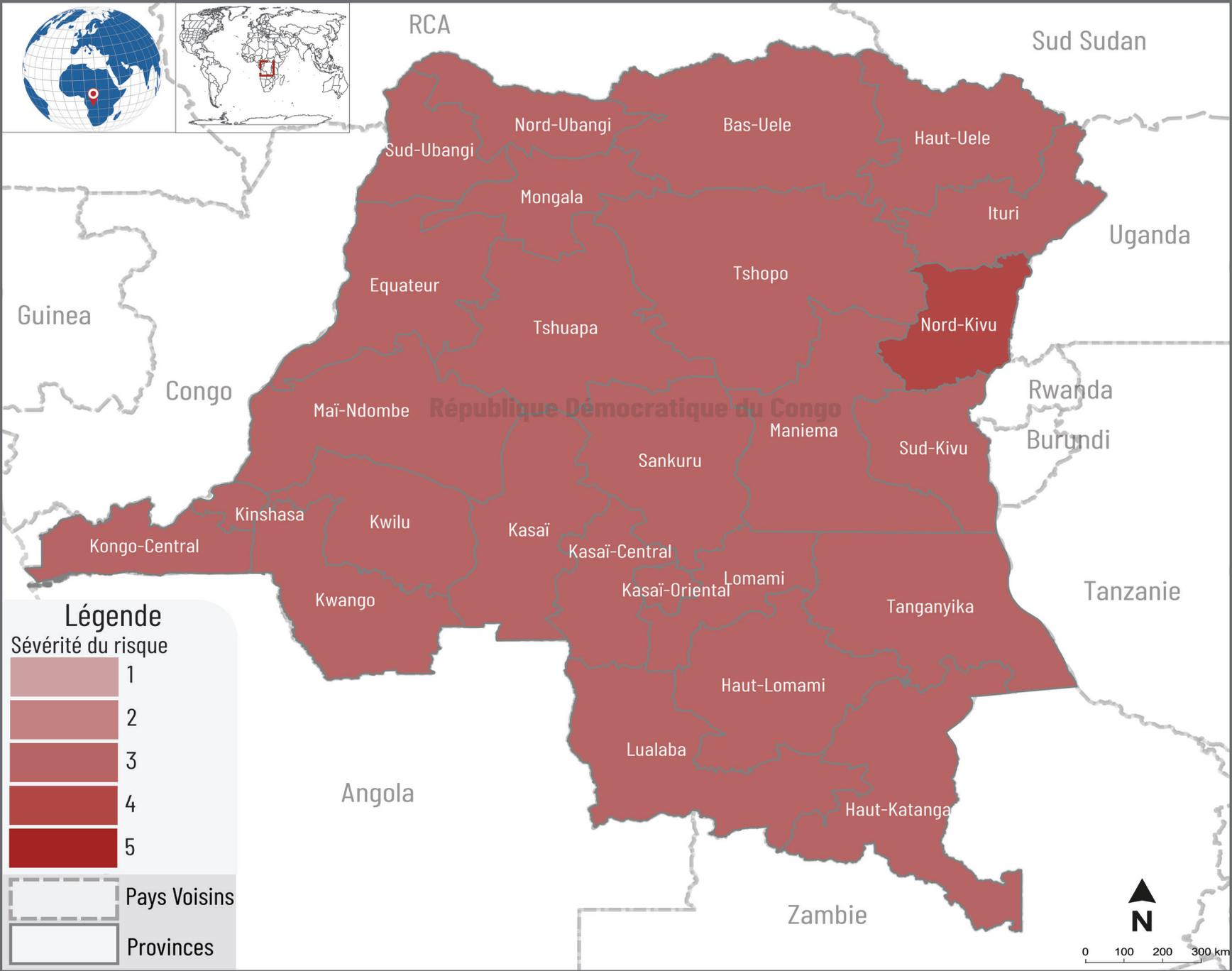
Les gestes barrières et les mesures d'hygiène imposés pour répondre à la pandémie ont déjà accru précédemment les besoins en eau de la population congolaise. De telles tensions pourraient apparaître de nouveaux en cas de résurgence importante de cas de COVID-19 avec des temps d'attente élevés au niveau des sources d'eau et des restrictions en volumes d'eau par ménage ([ICRC 07/09/2020](#), [alodocteurs 24/11/2020](#)). Le prix de l'eau pourrait également connaître une hausse. Un accès plus restreint à l'eau qui découlerait de cette situation comprendrait ses propres risques avec une incapacité des ménages à suivre les mesures d'hygiène, et s'en suivrait une contamination potentielle plus élevée pour les maladies pandémiques ([USAID 21/12/2020](#), [care 18/11/2020](#)).

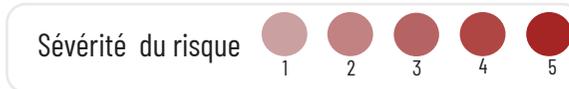
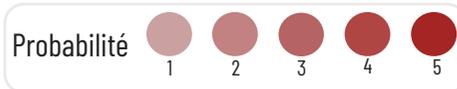
### Protection



La discrimination et la stigmatisation des personnes malades de la COVID-19 sont des phénomènes préexistants qui peuvent être aggravés avec la résurgence de la pandémie. Le rejet relativement important du vaccin par la population risque de renforcer à la fois la marginalisation des malades du fait du risque de contamination mais aussi la contamination elle-même. Les rumeurs circulant notamment sur les réseaux sociaux et la méconnaissance autour de la maladie peuvent ajouter des tensions ([WHO 14/08/2020](#), [OCHA 29/06/2020](#)). Ces phénomènes pourraient nourrir des risques de protection et de violences inter-ethniques lorsqu'un groupe est plus touché qu'un autre.

# Détérioration de la situation sanitaire liée à la COVID-19





# Adoption et/ou durcissement des mesures gouvernementales pour répondre à la pandémie de COVID-19



Si le risque d'un durcissement des mesures en place et de l'adoption de nouvelles mesures pouvait sembler peu probable avant le mois de juin 2021, la troisième vague notifiée en début juin avec l'arrivée du variant indien induit une probabilité forte pour ce risque. En effet, de nouvelles mesures telles que la fermeture des discothèques et l'interdiction des rassemblements à plus de 20 personnes ont été adoptées en juin ([Le Monde](#) 16/06/2021). Une hausse des contaminations, l'arrivée d'un autre variant ou une quatrième vague pourrait donc très probablement engendrer la mise en place de nouvelles mesures d'endiguement par le gouvernement. De telles mesures ont déjà eu des effets négatifs très importants sur les conditions de vie des populations en 2020. La perte de moyens de subsistance, de finances et d'espaces sécurisés comme les écoles pourraient ainsi faire suite à de telles mesures et à nouveau affecter les populations.

## Éducation



Le durcissement des mesures gouvernementales pourrait mener à une nouvelle fermeture des écoles comme cela a été le cas par deux fois depuis le début de la pandémie (en mars 2020 pendant 6 mois puis de décembre à février 2021). Il faut également noter le risque d'une déscolarisation volontaire de la part des parents afin de faire travailler les enfants pour subvenir aux besoins du ménage dans le cas où des nouvelles mesures auraient détériorer de façon durable la capacité des familles d'engendrer des revenus. Une telle déscolarisation volontaire ou administrative des enfants aurait plusieurs types d'impacts. Tout d'abord, les enfants seraient affectés au niveau de leur développement et de leur éducation (avec une partie importante des enfants qui auraient connu plusieurs arrêts rapprochés de leur scolarité). De plus, les inégalités scolaires et sociales se creuseraient notamment à cause de l'accès variable de l'enseignement à distance. De telles mesures exposerait les enfants à des risques de protection tels que l'enrôlement dans des groupes armés, le travail des enfants, le mariage et grossesse précoces et les violences basées sur le genre. Enfin, il existe un risque que la crise économique due à COVID-19 ait un impact négatif sur le budget de l'État et sa capacité à soutenir le système éducatif ([UNDP](#) 11/03/2021).

## Protection



Le durcissement des mesures de prévention et de restriction pourrait entraîner une augmentation des incidents sécuritaires principalement liés aux forces de l'ordre dans la gestion des manifestations contre les mesures, ou dans leurs actions de veille au respect des mesures. De telles mesures ont déjà été notifiées lors des premières vagues de la pandémie en 2020.

## Moyens de subsistance



Un durcissement des mesures de prévention et des restrictions liées à la COVID-19 pourrait engendrer une nouvelle perte d'emplois et d'activités génératrices de revenus et ainsi réduire les finances des travailleurs dans les zones urbaines (notamment dans les secteurs déjà touchés du tourisme et de la restauration) et des travailleurs du secteur informel, détériorant ainsi la situation économique et les moyens de subsistance des ménages ([WFP](#) 07/05/2021, [FEWS NET](#) 29/12/2020, [FEWS NET](#) 29/01/2021). Dans le cas particulier d'un durcissement des restrictions (voir de la fermeture) aux frontières avec les pays voisins, le volume des échanges commerciaux pourrait se voir drastiquement réduit une nouvelle fois avec des impacts sur le commerce formel mais surtout informel au niveau frontalier ([FEWS NET](#) 26/02/2021). De nombreux ménages pourront être confrontés à des revenus réduits associés à des opportunités salariales limitées et à des retards de paiement des salaires des employés du gouvernement. La perte de pouvoir d'achat engendrée mènera à l'adoption de stratégies de survie sévères alors que la population connaît déjà une situation financière difficile à cause de la pandémie mais aussi de la situation politique et sécuritaire. Ce phénomène aggraverait la priorisation des dépenses des ménages qui peuvent avoir un impact sur leur bien-être.

## Agriculture

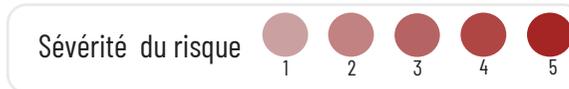
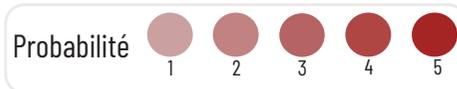


Des nouvelles mesures de prévention et de restriction tels qu'un confinement, des restrictions de mouvements ou la fermeture des marchés pourraient impacter négativement le secteur agricole, notamment en cas de limitation de l'accès aux champs, de l'achat des semences et de la commercialisation des produits. La fermeture/mise en place des restrictions aux frontières constitue une menace pour les ménages agricoles pauvres qui dépendent des cultures de rente et vendent leurs produits dans les pays voisins. Les agriculteurs restent exposés également aux fermetures en vigueur dans les pays voisins ([FEWS NET](#) 29/01/2021).

## Nutrition



L'impact économique de la pandémie de la COVID-19 et des mesures de restrictions associées a d'ores et déjà fragilisé les ménages les plus précaires, les poussant à diminuer leur alimentation et la variété de leurs intrants alimentaires. Le durcissement des mesures pourrait conforter ce phénomène, ce qui risque d'augmenter les taux de malnutrition aigüe modérée et sévère dans l'ensemble du pays ainsi que les pathologies associées ([United Nations](#) 05/02/2021, [UNICEF](#) 17/02/2021, [UNHCR](#) 03/03/2021, [Health Cluster](#) 08/03/2021).



## Recrudescence des conflits armés et intercommunautaires



La situation sécuritaire en RDC reste préoccupante depuis des décennies à cause des violences perpétrées par différents groupes armés étrangers (FDLR, FNL, ADF) et locaux (CODECO, la Défense Nduma du Congo et les milices Mai-Mai). L'Est du pays accueille ainsi plus d'une centaine de groupes armés. Cette insécurité est amplifiée par la faiblesse de l'État, la corruption et le commerce illicite de minerais et de ressources, facilement exploitables par lesdits groupes. De plus, les conflits dans l'Est du pays et les déplacements de population interviennent dans un contexte déjà fragile alors que les services et infrastructures de base ne sont pas en capacité de répondre de façon adéquate aux besoins de la population et ce dans tous les secteurs humanitaires. Les biens civils sont fréquemment pillés et détruits mais aussi les centres de santé dans lesquels les médicaments et matériels médicaux sont déjà insuffisants. La situation sécuritaire dans des provinces comme l'Ituri et le Nord-Kivu fait ainsi obstacle à l'accès humanitaire, exacerbant la vulnérabilité de la population ([Health Cluster](#) 18/05/2021, [Health Cluster](#) 26/04/2021, [MSF](#) 19/04/2021, [RFI](#) 18/04/2021, [Shelter Cluster](#) 15/04/2021, [OCHA](#) 07/04/2021, [Medair](#) 07/04/2021, [OCHA](#) 02/04/2021, [Protection Cluster](#) 01/04/2021, [Health Cluster](#) 18/05/2021, [ICRC](#) 31/03/2007, [MSF](#) 04/03/2021). La situation sécuritaire continuera probablement de se détériorer dans les provinces de l'Est à moyen et long terme, alors que l'armée nationale (FARDC) et la MONUSCO luttent pour contenir la violence de la région ([IFRC](#) 30/04/2021). Certains événements récents jouent un rôle dans le risque d'une aggravation des violences. C'est le cas du départ de la MONUSCO de certaines provinces depuis quelques mois -notamment au Kasai dont le retrait total était prévu pour juin 2021 et au Tanganyika avec un retrait prévu pour 2022- en vue d'un retrait définitif à moyen terme ([Radio Okapi](#) 20/05/2021, [WFP](#) 17/05/2021). C'est également le cas des tensions politiques récentes qui pourraient émerger à nouveau dans la perspective des élections présidentielles de 2023.

### Éducation



Alors que de tels phénomènes sont déjà visibles dans l'Est du pays, une recrudescence de la violence et de l'insécurité pourrait occasionner de nouvelles occupations d'écoles par des groupes armés et/ou par les populations déplacées ainsi que la destruction ou l'endommagement d'écoles et salles de classes. D'après OCHA, 8% des classes du pays avaient déjà besoin de réhabilitation en 2020 ([REACH](#) 27/05/2021, [IOM](#) 21/05/2021, [Human Rights Watch](#) 17/05/2021, [OCHA](#) 01/01/2021). Les élèves et professeurs peuvent également être pris à partie dans les violences. Ce type d'incidents est d'ores et déjà fréquent et pourrait être exacerbé de façon exponentielle par une hausse des conflits et des violences. De plus, les déplacements engendrés par les violences privent déjà de nombreux enfants de scolarité (l'UNICEF estime à plus de 3 millions les enfants déplacés dans le pays) et aggravent le surpeuplement des classes dans les zones d'accueil ([UNICEF](#) 24/06/2021). Ce phénomène se verrait amplifié dans le cas d'une hausse des violences à l'Est du pays. L'accès restreint aux infrastructures scolaires qui pourrait découler des conflits pourraient également engendrer l'adoption de stratégies de survie touchant les enfants comme le mariage précoce, le travail ou encore l'entrée volontaire dans des groupes armés.

### Sécurité alimentaire

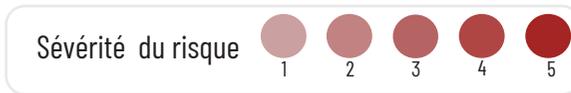
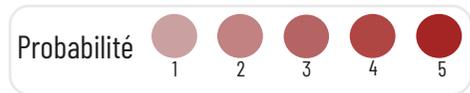


La recrudescence de la violence, notamment dans les provinces de l'Est (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika), risque d'avoir des impacts négatifs sur la disponibilité et accessibilité à la nourriture dans ces zones qui connaissent déjà de forts taux d'insécurité alimentaire. De plus, un aiguisement de la violence ne fera qu'engendrer des déplacements massifs de la population affectant les moyens d'existence des ménages augmentant leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Les problèmes d'accès humanitaires induits par cette recrudescence aggraveraient la situation des ménages qui ne pourraient pas recevoir d'assistance alimentaire ([OCHA](#) 19/05/2021).

### Agriculture



Une baisse de la production agricole pourrait découler d'une aggravation des violences, qu'elles soient issues des conflits armés ou des tensions intercommunautaires. Ces risques se traduisent par des attaques ciblées envers les agriculteurs, des pillages, des vols et destructions de champs et récoltes mais aussi une insécurité restreignant l'accès aux terres agricoles. Ceci pourrait ainsi impacter les taux de productivité et la disponibilité des produits agricoles sur les marchés. Les agriculteurs du Nord-Kivu font ainsi face à un risque particulier d'attaques ciblées par le groupe des Forces démocratiques alliées (ADF), groupe affilié à l'organisation Etat Islamique ([FEWSNET](#) 30/04/2021).



# Recrudescence des conflits armés et intercommunautaires



## Moyens de subsistance



Plusieurs risques découlent d'une potentielle recrudescence des conflits armés dans les provinces de l'Est du pays. Ceux-ci consistent majoritairement en la destruction et le pillage des moyens de subsistance des ménages mais également dans l'accès limité aux champs en raison de l'insécurité. Les déplacements engendrés par les violences pourraient aussi se répercuter sur la perte des moyens de subsistance de la population fuyant les conflits. Ces phénomènes sont déjà visibles dans le pays et pourraient être aggravés en cas d'augmentation des conflits ([FEWS NET](#) 01/07/2020).

## Abris et articles ménagers essentiels



La perdurance des conflits dans l'Est du pays et notamment l'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu (Hauts Plateaux), pourrait entraîner de nouveaux déplacements de populations, de nouvelles destructions et pertes de logement et une pression supplémentaire sur les sites d'accueil et/ou communautés hôtes. Dans le Tanganyika, Haut-Katanga et Kasai, la résurgence de conflits intercommunautaires pourrait impacter la capacité de résilience des populations et notamment des communautés retournées limitant leur capacité à se réinstaller. De plus, dans le Tanganyika, les occupations de logement abandonnés par des communautés retournées peuvent être à l'origine de conflits intercommunautaires, notamment entre les Twa et les Bantous ([WFP](#) 07/05/2021).

## Nutrition



Une potentielle aggravation de la situation sécuritaire pourrait impacter la disponibilité déjà fragile des services de prise en charge de la malnutrition (au sein des centres de santé) et l'accessibilité physique de ces derniers pour la population. De plus, comme mentionné précédemment, la hausse des conflits pourrait aggraver la sécurité alimentaire de la population et de ce fait impacter la santé nutritionnelle des populations les plus vulnérables, notamment des enfants. De tels problèmes sont déjà visibles à l'Est du pays et pourraient être exacerbés par une aggravation de la situation ([ICRC](#) 21/04/2021, [OCHA](#) 07/04/2021). En outre, il ressort que le taux moyen de retard de croissance des enfants de moins de 5 ans est considérablement plus haut dans les provinces affectées par le conflit. Ce dernier atteint 49.6% au Nord Kivu et 47.1% en Ituri contre une moyenne nationale de 41,8% ([WFP](#) 07/05/2021).

## Santé



Une potentielle recrudescence des conflits armés dans les provinces d'Ituri et Nord-Kivu pourrait mener à l'augmentation du nombre d'attaques contre les structures sanitaires et des enlèvements de prestataires de soins ([Health Cluster](#) 26/04/2021). La disponibilité et la qualité des services de santé se verraient ainsi restreint et l'accès aux services disponibles pourraient être entravés par l'insécurité. Les déplacements engendrés par les conflits et violences pourraient également pousser des populations à vivre dans des zones surpeuplées, augmentant de facto le risque de contamination à la COVID-19 et aux maladies à caractères pandémiques ([Radio Okapi](#) 05/01/2021). De même, l'enclavement des certains territoires du fait de l'insécurité pourrait jouer un rôle sur la propagation des maladies hydriques et le manque de réponse sanitaire adaptée. En effet, cette situation risque d'empêcher le suivi et la surveillance des épidémies ainsi que la prise en charge des patients.

## Protection



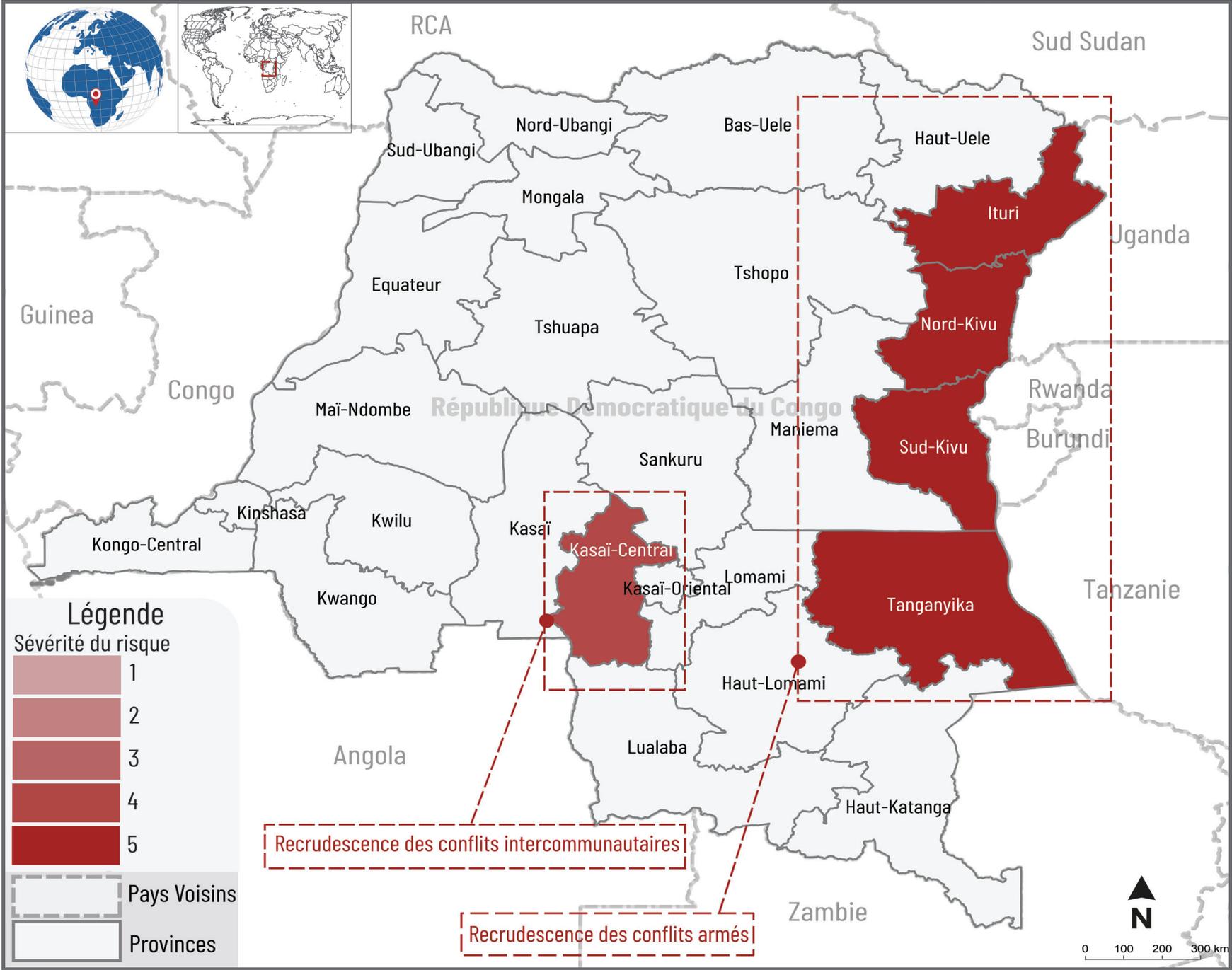
La recrudescence des violences aurait un impact direct sur les populations civiles avec diverses formes d'atteintes aux droits telles que des Violences Basées sur le Genre (VBG), des meurtres et des blessures, des violations de liberté d'expression etc. L'année 2020 a déjà été caractérisée par une continuation des violences et une amplification de celles-ci dans certaines provinces. Les incidents de protection sont principalement liés aux conflits et à la présence des groupes armés non étatiques, responsables de 69% des violations selon l'UNHCR en 2020 dans les provinces couvertes par le monitoring de protection ([Health Cluster](#) 03/05/2021, [Protection Cluster](#) 05/05/2021, [Protection Cluster](#) 10/05/2021, [UNICEF](#) 14/05/2021, [l'interview](#) 20/05/2021, [UNHCR](#) 24/05/2021, [UNHCR](#) 27/05/2021).

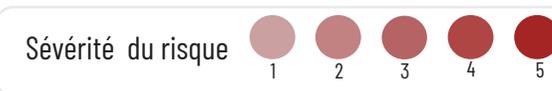
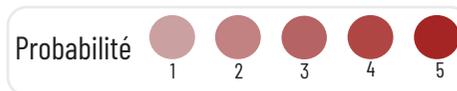
## Eau, Hygiène et Assainissement



Les systèmes d'eau et d'assainissement peuvent se voir endommagés, détruits ou pollués du fait des conflits et violences dans le pays. De tels phénomènes auraient des conséquences non seulement sur l'accessibilité à l'eau pour les ménages et donc à la consommation d'eau potable mais également à l'eau utilisée pour les tâches ménagères et pour l'hygiène. Un manque d'eau pour les ménages s'avère dangereux à la fois avec les risques d'une consommation d'eau non potable mais aussi du fait du manque d'hygiène. Des maladies hydriques et autres maladies à caractère épidémiques peuvent être véhiculées de façon importante dans de telles conditions. De plus, la destruction ou les dommages subis par les sanitaires pourraient pousser les populations à pratiquer la défécation à l'air libre -pratique déjà courante dans le pays-, ce qui aggraverait d'autant plus les risques sanitaires. Les déplacements liés aux violences viennent aussi ajouter une pression sur les services EHA, menant aux mêmes potentiels impacts précités ([FAO](#) 11/03/2021, [Health Cluster](#) 24/03/2021).

# Recrudescence des conflits armés et intercommunautaires





## Détérioration de la situation sanitaire (autres épidémies)



La RDC est marquée par des flambées épidémiques régulières avec notamment quatre maladies à potentiel épidémique sur le territoire qui impacte régulièrement le système de santé (Rougeole, Choléra, Paludisme et COVID-19). Le paludisme reste la maladie rassemblant le plus de cas sur le territoire. Les provinces qui font face à des situations de conflit, de déplacement et des problématiques importantes en EHA sont particulièrement touchées par ces épidémies, notamment à cause des conditions de vie précaires et du manque d'infrastructures de santé en état de fonctionnement ([Health Cluster](#) 26/04/2021, [WHO](#) 12/04/2021, [MSF](#) 04/03/2021, [ECHO](#) 27/02/2021, [FEWS NET](#) 26/02/2021, [UNICEF](#) 17/02/2021, [UNICEF](#) 09/02/2021, [OCHA](#) 29/01/2021, [OCHA](#) 01/01/2021). Le 3 mai dernier, le ministère de la santé de la RDC a déclaré la fin de la Maladie à Virus Ebola (MVE) dans la province du Nord-Kivu après 42 jours consécutifs sans nouveaux cas. La présence du virus avait été confirmé le 6 février 2021 avec le premier cas qui était lié à l'épidémie précédente après un séquençage génomique du virus ([Nutrition Cluster](#) 31/05/2021, [UNICEF](#) 14/05/2021). Le risque d'une hausse des cas de rougeole, de choléra et de paludisme est très probable et celui d'une résurgence des cas d'Ebola est non négligeable. Alors que le pays a tout juste officialisé la fin de la douzième épidémie de cette maladie, l'OMS alerte sur de possibles recrudescences dans les mois à venir ([News UN](#) 03/05/2021).

### Eau, Hygiène et Assainissement



Le manque d'accès aux services d'Eau, d'Hygiène et d'Assainissement (EHA) augmente le risque de développement et de propagation des maladies hydriques et des épidémies. Ces problèmes systémiques pourraient pousser l'accroissement des cas de maladies épidémiques notamment dans les provinces en proie aux conflits et fréquemment touchées par des inondations ([Health Cluster](#) 18/05/2021, [Health Cluster](#) 14/02/2021, [Health Cluster](#) 07/02/2021, [Ministère de l'Agriculture \(RDC\)](#), [WFP](#) 01/02/2021).

### Nutrition



La possible recrudescence des cas des maladies hydriques et à potentiel épidémique, en particulier de la rougeole et notamment dans les zones inaccessibles du fait du conflits comme les provinces de l'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika, représente une menace pour les enfants atteints de malnutrition. En effet, la diffusion des cas de rougeole complémentée par l'accumulation des défaillances des programmes nationaux de vaccination et de surveillance épidémiologique, d'une très forte natalité et d'un système de santé sous-équipé, empêche l'obtention d'une couverture vaccinale adéquate, et expose les enfants atteints de malnutrition à un risque de mortalité plus élevé ([UNHCR](#) 02/03/2021, [OCHA](#) 03/03/2021, [Health Cluster](#) 08/03/2021, [UNHCR](#) 16/03/2021, [UNHCR](#) 19/03/2021, [WHO](#) 21/03/2021, [Health Cluster](#) 24/03/2021, [Health Cluster](#) 29/03/2021).

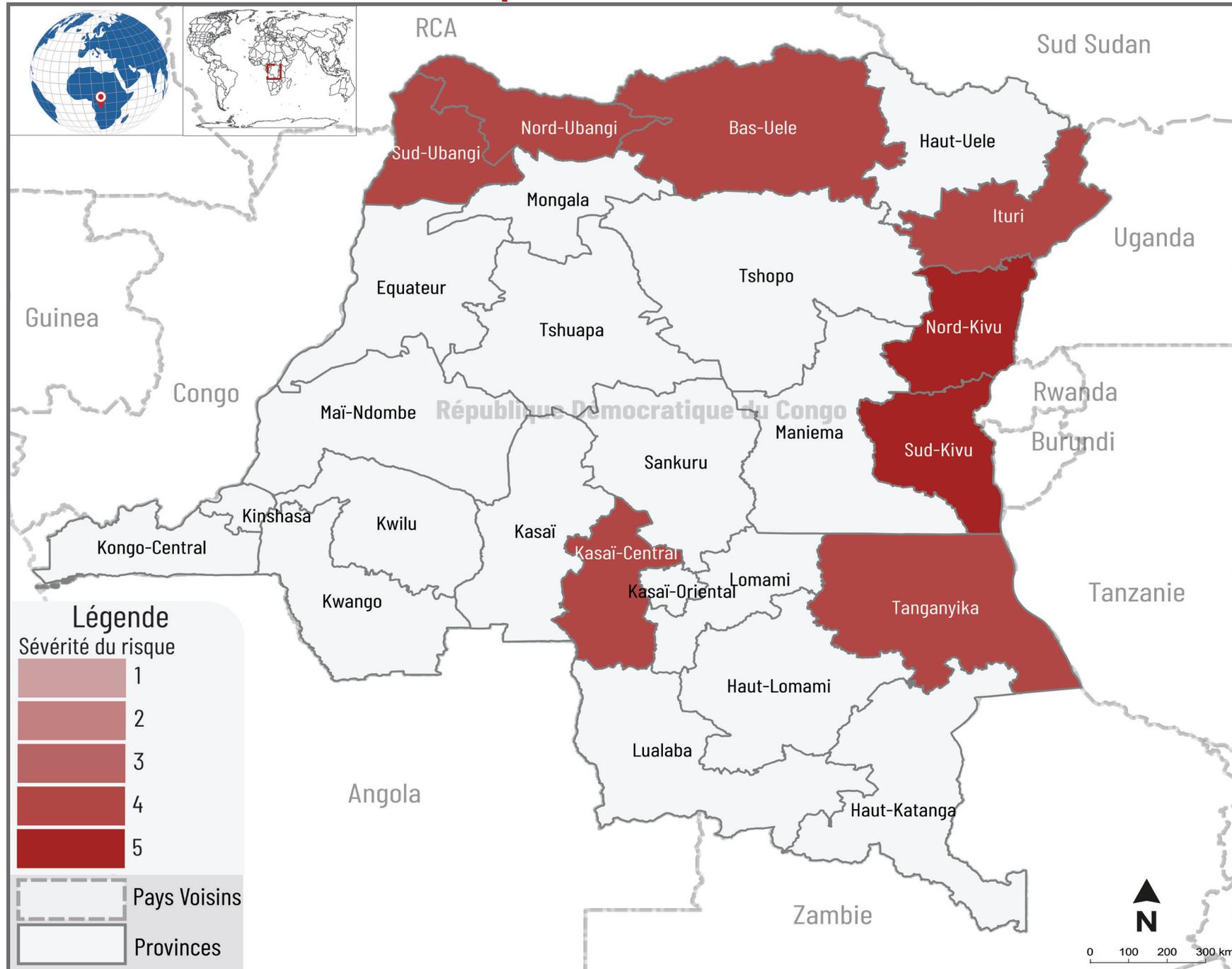
### Santé

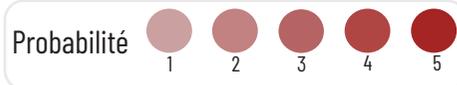


La maladie de rougeole pourrait continuer de s'étendre dans le pays et notamment dans le Kasai-Central, surchargeant les centres de santé et mettant à risque les populations les plus vulnérables et celles en manque d'accès aux soins ([Health Cluster](#) 26/04/2021, [OCHA](#) 15/04/2021). Les risques de choléra sont également présents dans le pays avec une prévalence dans le Kasai-Central et le Nord-Kivu. Le risque d'une épidémie de choléra demeure important dans la province du Nord-Kivu après l'éruption du volcan Nyiragongo avec plusieurs dizaines de cas notifiés entre mai et juillet ([Congorassure](#) 4/07/2021, [ECHO](#) 31/05/2021, [OCHA](#) 30/05/2021, [UNICEF](#) 27/05/2021, [UNICEF](#) 27/05/2021). Il est important de noter que la ville de Goma fait déjà face à un risque accru d'épidémie de choléra car la coulée de lave a détruit une partie des infrastructures hydrauliques laissant environ un demi-million de personnes sans eau, et pour palier à ce manque une partie de la population est contrainte d'avoir recours à l'eau du lac Kivu ([ACAPS](#) 28/05/2021, [ECHO](#) 25/05/2021). Les risques de résurgence de l'épidémie d'Ebola demeurent importants dans les provinces de l'Equateur, Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu car les survivants, toujours porteurs du virus, peuvent encore le transmettre au sein de leurs communautés ([OCHA](#) 01/01/2021). Enfin, la situation est particulièrement préoccupante au regard des épidémies en général dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Ubangui, du Sud Ubangui et du Bas-Uélé à cause du nombre élevé de personnes déplacées et réfugiées et de la vétusté des centres de santé ([Health Cluster](#) 18/05/2021). De plus, la détection d'Anthrax chez des animaux au Parc National des Virunga, dans la région de Lulimbi (Nord-Kivu) durant le weekend du 18 avril 2021 représente un risque à potentiel moins élevé.

La maladie est actuellement circonscrite à la rivière Ishasha (entre Lulimbi et Kyera). Toutefois, la répétition occasionnelle de l'épidémie exige de la vigilance de tous pour arrêter sa propagation chez les animaux et prévenir sa transmission à l'être humain ([sante.cd](#) 22/04/2021).

# Détérioration de la situation sanitaire (autres épidémies)

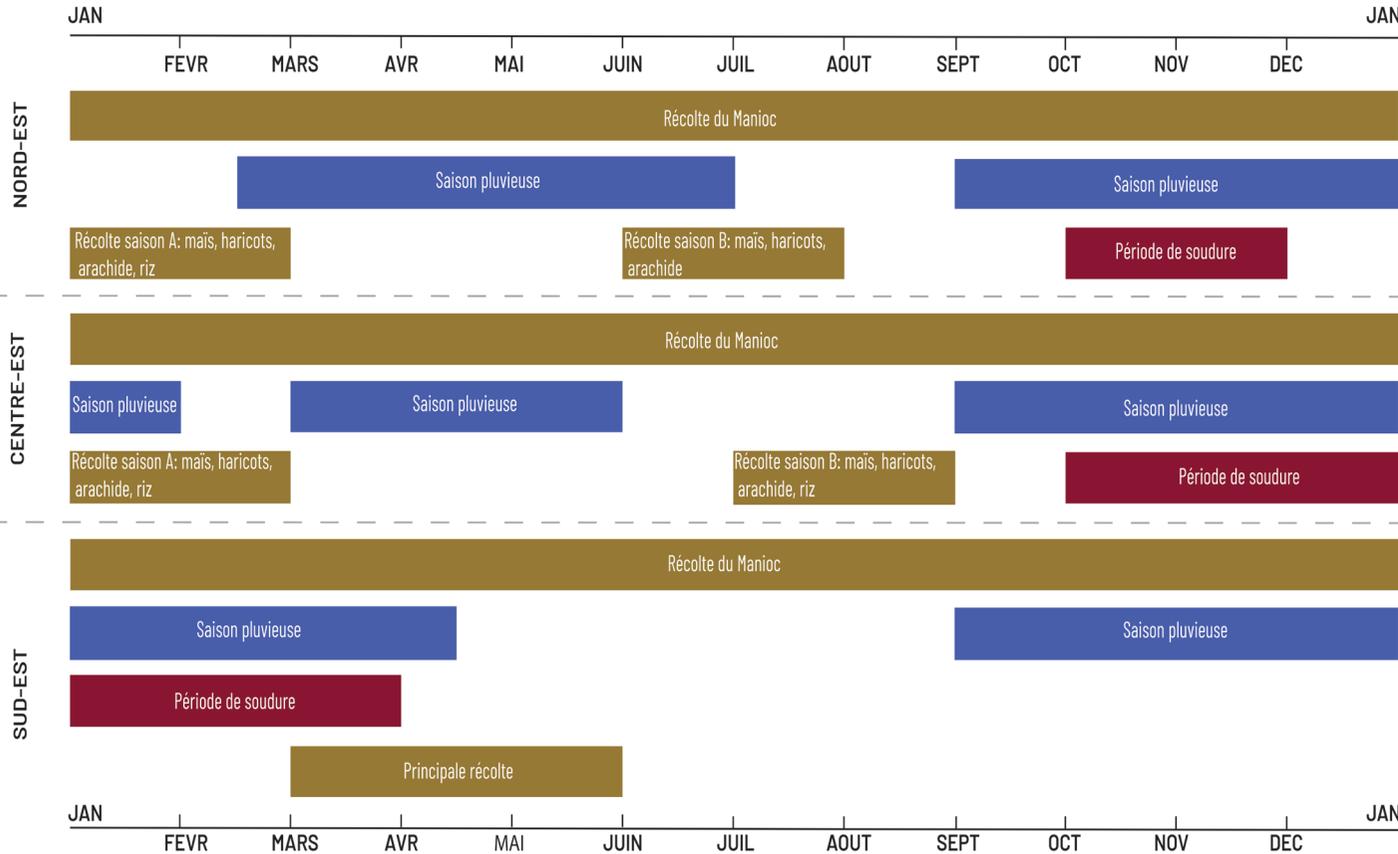




# Aléas climatiques



Les saisons des pluies qui touchent la RDC à différentes périodes selon les provinces sont sources d'aléas climatiques potentiellement dévastateurs pour le pays. Qu'il s'agisse d'inondations, de pluies insuffisantes ou encore de sécheresses, ces variations météorologiques ont déjà eu et peuvent avoir des impacts majeurs sur les conditions de vie des populations. Les cultures peuvent être touchées, affectant directement les ménages vivant de l'agriculture mais aussi les populations qui peuvent subir des problèmes d'accessibilité important aux denrées alimentaires. Certains habitats peuvent être aussi endommagés et des ménages peuvent trouver abri dans des écoles ou des bâtiments publics. L'année 2021 est particulièrement touchée par les problèmes de pluviométrie, ce qui devrait continuer dans les mois à venir selon FEWS NET. Ainsi, les perspectives de FEWS NET notent que le cumul des précipitations de l'année est en baisse par rapport à la moyenne des 10 dernières années avec des pluies irrégulières et atypiques (excès et carence de précipitations) (FEWS NET 26/02/2021).



Source : FEWS NET

## Sécurité alimentaire

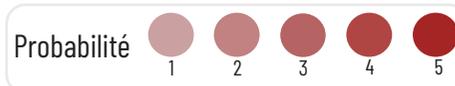


La zone nord du pays, notamment les provinces du Nord Ubangi, Sud Ubangi et Bas-Uele, sont fortement exposées au risque d'inondations durant la saison des pluies allant du mois d'avril à la fin du mois de juin et du mois de septembre à la fin du mois d'octobre. Les inondations affectent cycliquement la productivité agricole de la zone, diminuant ainsi la disponibilité alimentaire. Ces inondations peuvent également pousser au déplacement des ménages qui deviendraient de surcroît plus vulnérables à l'insécurité alimentaire (Élan RDC 17/02/2021, FEWS NET 26/02/2021). Dans les provinces de l'Est (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu) ainsi que dans le Tanganyika, le Maniema et le Kasai, des températures plus élevées que la normale et une augmentation des précipitations pourraient affecter la saison agricole et réduire la capacité de production alimentaire (Élan RDC 17/02/2021, FEWS NET 26/02/2021).

## Agriculture



Les différentes saisons des pluies pourraient entraîner des inondations qui mèneraient à la destruction des cultures voire des champs et à la perte des récoltes. Ce risque est particulièrement reporté pour les provinces du Nord et Sud Ubangui et du Bas Uele (WFP 23/03/2021, FAO 11/03/2021, UNHCR 19/03/2021). Le risque de précipitations insuffisantes pour soutenir les prochaines saisons agricoles est également présent dans les provinces de Lualaba et du Haut Katanga (IPC 30/03/2021). De plus, des températures plus élevées pourraient potentiellement affecter les saisons agricoles à venir (Élan RDC 17/02/2021, FEWS NET 26/02/2021).



## Aléas climatiques



### Eau, Hygiène et Assainissement



Les fortes pluies lors des saisons des pluies provoquent régulièrement des résurgences de maladies hydriques du fait des inondations d'abris et de structure d'assainissement. C'est le cas notamment du choléra ([WFP 23/03/2021](#), [UNHCR 19/03/2021](#)). Les provinces du Nord-Ubangui, Sud-Ubangui et Bas-Uele sont fréquemment touchées par de tels problèmes. La possible recrudescence des cas des maladies hydriques et à potentiel épidémique, en particulier de la rougeole pendant la saison des pluies (et inondations), représente une menace pour les enfants atteints de malnutrition ([ACAPS 19/05/2021](#), [OCHA 12/05/2021](#)).

### Abris et articles ménagers essentiels



Les inondations récurrentes pourraient entraîner de nouveaux déplacements de populations et la destruction d'infrastructures et logements pendant les saisons des pluies à venir, notamment dans la région du Sud-Kivu sur les Hauts Plateaux ([OCHA 12/05/2021](#), [OCHA 07/05/2021](#)). De tels déplacements pourraient aggraver la surpopulation dans les communautés hôtes et dans les camps de déplacés.

### Moyens de subsistance



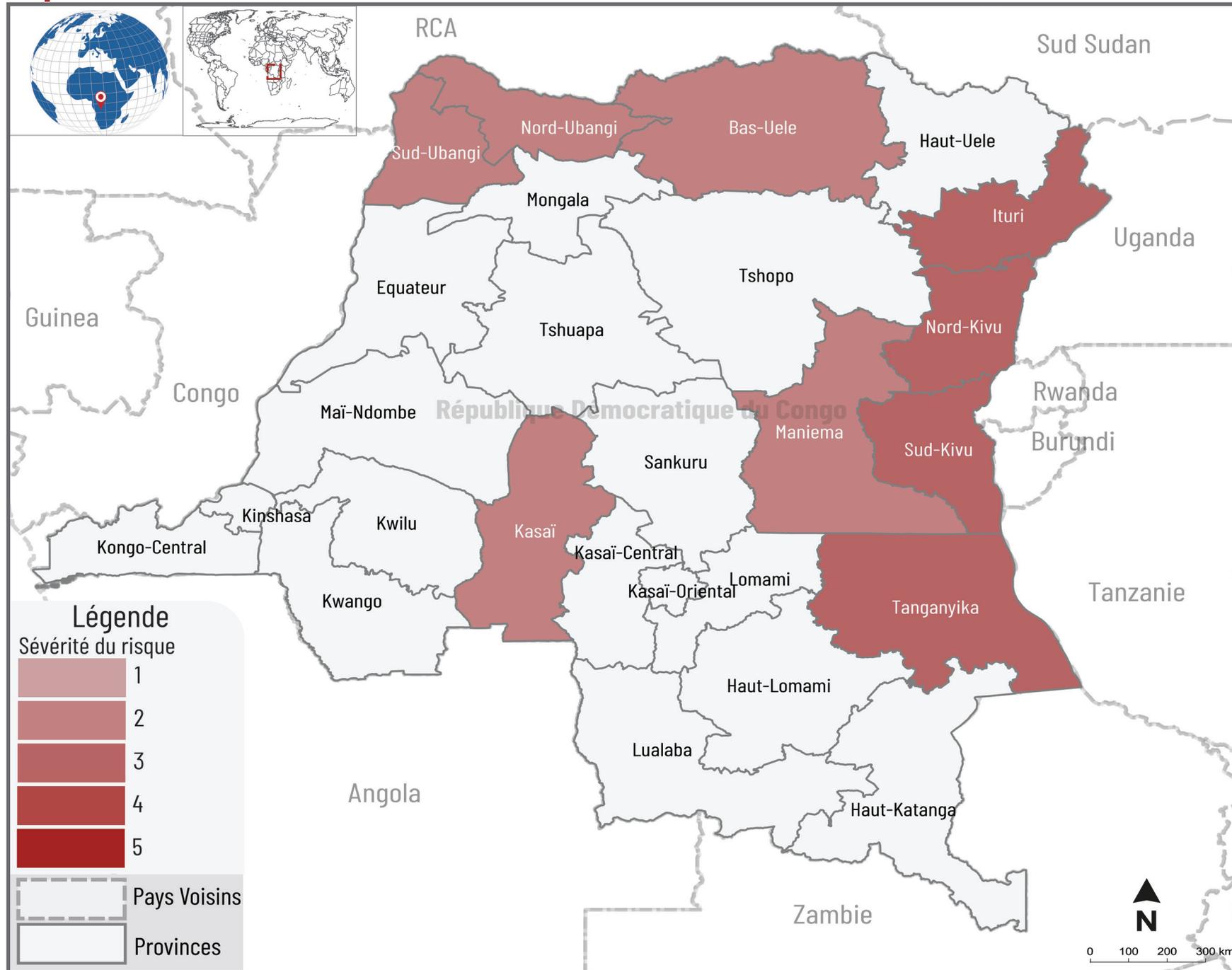
Des inondations dans les provinces du Nord-Ubangui, Sud-Ubangui et Bas Uele pourraient détériorer les moyens de subsistance de la population, notamment en ce qui concerne les ménages travaillant dans l'agriculture ([WFP 23/03/2021](#), [FAO 11/03/2021](#), [UNHCR 19/03/2021](#)).

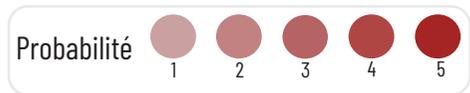
### Éducation



Les saisons des pluies engendrent le risque que des inondations entraînent la destruction d'écoles et que les routes menant aux écoles soient impraticables. A titre indicatif, la province de Tanganyika avait connu la destruction de 228 écoles du fait des inondations en 2020 ([OCHA 07/05/2021](#), [ICWG 14/04/2021](#)).

# Aléas climatiques





# Arrivée de réfugiés centrafricains



Les provinces du Nord-Ubangui, Sud-Ubangi et Bas Uélé ont expérimenté un afflux de réfugiés centrafricains suite aux violences électorales en République Centrafricaine (RCA). Fin janvier 2021, plus de 92000 individus ont été enregistrés comme nouvellement réfugiés en RDC, notamment dans les provinces du Nord-Ubangui, du Sud-Ubangui et du Bas-Uélé. Les violences en RCA pourraient croître et mener à de nouvelles vagues de déplacements vers la RDC. Il est estimé que le nombre de réfugiés augmentera de près de 53% d'ici la fin de l'année 2021 en comparaison avec décembre 2020, c'est-à-dire un total de 92 053 nouvelles personnes réfugiées. Cette situation augmenterait davantage la vulnérabilité de la communauté autochtone qui subit déjà des pressions sur les ressources et services locaux ([FEWS NET](#) 26/02/2021). Le manque de documentation des nouveaux arrivants et les problèmes d'enregistrement auxquels font face les déplacés actuels pourraient être similaires pour les nouveaux arrivants, augmentant les vulnérabilités de ces populations. En outre, les trois provinces accueillant les réfugiés, sont parmi les zones les plus mal desservies de la RDC en terme d'accès aux infrastructures sociales de base et aux opportunités et aux moyens de subsistance, renforçant ainsi les risques pour de potentiels nouveaux déplacés ([UNHCR](#), 19/03/2021).

## Sécurité alimentaire



Les réfugiés étant l'un des groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire lors des crises, l'arrivée de nouveaux réfugiés centrafricains pourrait rendre ceux-ci particulièrement vulnérables à une nouvelle vague de famine. Les facteurs aggravants la crise actuelle en RDC et notamment dans les provinces qui accueillent les réfugiés (insécurité, crise économique et sanitaire, inondations) sont autant de risques que la crise alimentaire actuelle soit dramatique pour les populations réfugiées.

## Abris et articles ménagers essentiels



Dans les provinces du Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Bas-Uélé, l'arrivée massive de réfugiés centrafricains mènerait probablement à un phénomène similaire à celui de janvier 2021. A cette période, la plupart des réfugiés s'étaient installés dans des zones à risque d'inondation avec des installations particulièrement précaires pouvant provoquer des destructions d'abris. Selon le Cluster Abris, près des deux tiers des réfugiés sont installés hors des camps et certains se réfugient dans de petits villages naturellement prédisposés aux inondations ce qui augmente le risque face à la prochaine saison des pluies ([UNHCR](#) 12/02/2021, [Shelter Cluster](#) 09/02/2021).

## Moyens de subsistance



L'insécurité en République Centrafricaine pourrait entraver le programme de rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains en RDC. Cette situation et l'approche de la saison des pluies, avec le ralentissement consécutif des transports, pourraient entraîner une pression accrue sur les moyens de subsistance locaux, déjà mis à rude épreuve ([UNHCR](#) 12/02/2021).

## Éducation



Il existe un risque qu'une nouvelle vague de réfugiés centrafricains augmente la pression sur le système éducatif local déjà fragile, notamment en raison du nombre très élevé d'enfants déplacés. En effet, seulement entre décembre 2020 et mars 2021, sur 46 575 nouveaux réfugiés centrafricains arrivés en RDC, 61% étaient des enfants ([UNHCR](#) 19/03/2021).

## Protection



Alors que dans certaines communautés, les réfugiés centrafricains sont déjà plus nombreux que les membres des communautés d'accueil, l'arrivée de nouveaux réfugiés représente un potentiel facteur de conflit en terme d'incidents de protection et de tensions intercommunautaires ([UNHCR](#), 19/03/2021). De plus, toute arrivée massive de déplacés ou de réfugiés dans une zone assez restreinte englobe des risques d'exploitations, d'abus et de VBG, notamment en raison des surpopulations dans les logements et abris.

## Santé



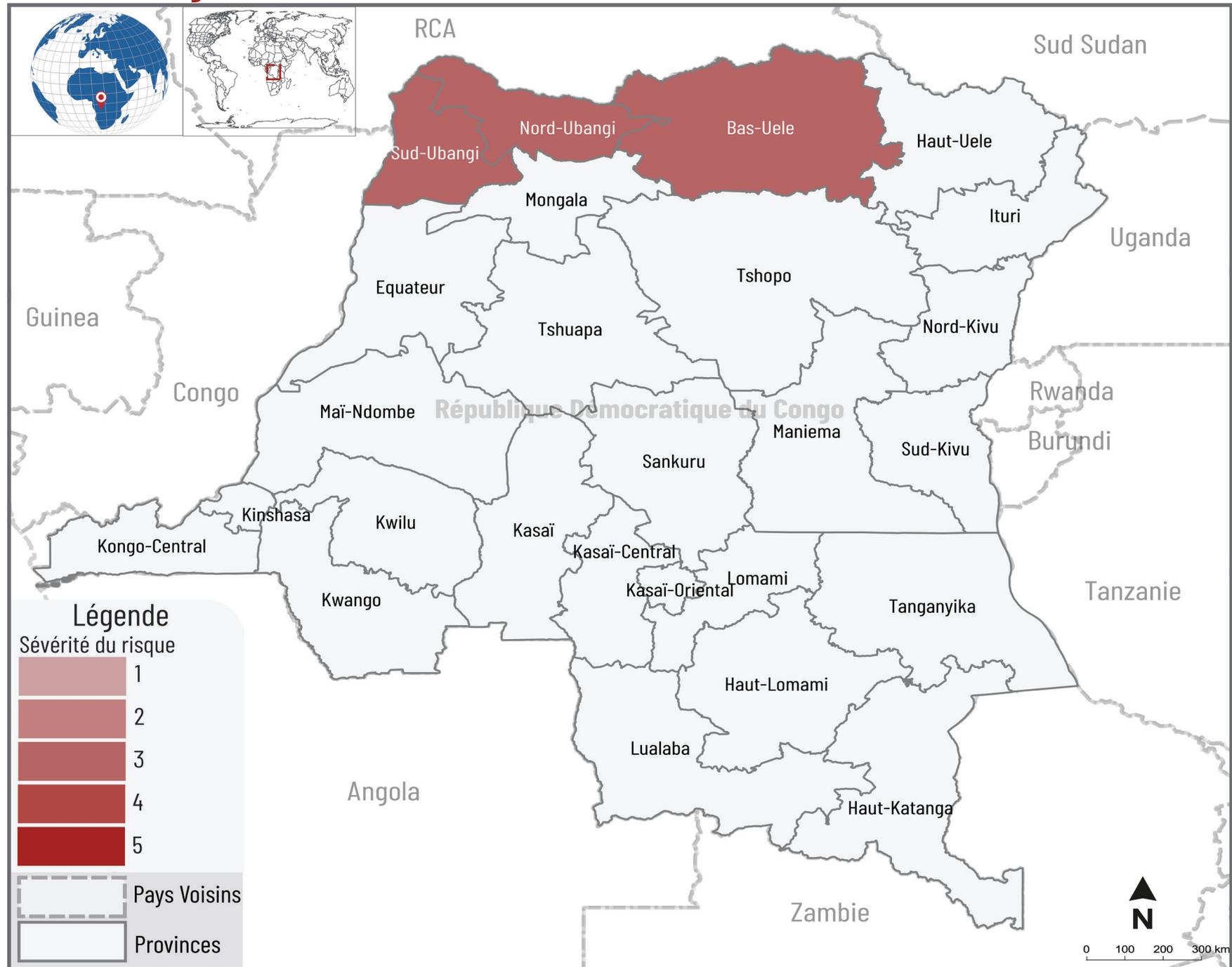
Les risques de contamination aux maladies – qu'il s'agisse de maladies hydriques, épidémiques ou endémiques – sont accrus avec l'arrivée de nouveaux réfugiés dans les communautés hôtes, notamment à cause des problèmes de surpopulation et d'insalubrité des abris. Le risque d'une hausse des cas de COVID-19 est aussi à craindre en cas de nouvelles vagues de réfugiés ([UNHCR](#), 19/03/2021).

## Eau, Hygiène et Assainissement



Une nouvelle vague de réfugiés pourrait exercer une pression supplémentaire sur les structures d'EHA dans les provinces de Nord-Ubangui, Sud-Ubangui et Bas-Uele alors que les standards minimaux de SPHERE en ce qui concerne l'EHA sont déjà loin d'être atteints. Les réfugiés actuels disposent de 5 à 8 litres d'eau potables par jour contre les 15 minimums nécessaires selon les standards de SPHERE. Les latrines sont en nombre très insuffisant avec en moyenne une latrine pour 120 personnes, soit six fois plus que la limite indiquée par SPHERE. ([WFP](#) 23/03/2021, [UNHCR](#) 19/03/2021).

# Arrivée massive de réfugiés centrafricains



MENACES	Sous-impacts	SECTEURS	Exposition	Intensité	Impact	Probabilité	Sévérité du risque
<b>Détérioration de la situation sanitaire liée à la COVID-19</b>	Recrudescence des cas et hausse des décès		2	4	Modéré	3	3
	Saturation des centres de santé		3	4	Sévère	3	4
	Forte pression sur les services EHA		2	2	Très bas	3	2
	Discrimination et stigmatisation des malades		2	2	Très bas	3	2
<b>Adoption / Durcissement de mesures gouvernementales anti-COVID</b>	Perte des emplois et des moyens de subsistance de la population		5	3	Modéré	4	4
	Perte d'accès aux champs		3	3	Bas	4	3
	Hausse de l'insécurité alimentaire et perte du pouvoir d'achat		5	5	Critique	4	5
	Baisse de la diversité alimentaire et hausse de la malnutrition		5	5	Critique	4	5
	Fermeture des écoles		5	2	Bas	4	3
	Hausse des violations de droits commises par les forces de l'ordre		5	2	Bas	4	3
	Augmentation de la criminalité et des violences VBG contre les femmes et les enfants		5	3	Modéré	5	4

Secteurs :



Nutrition



Moyens de subsistance



Éducation



Eau, Hygiène et Assainissement



Abris et articles ménagers essentiels



Sécurité Alimentaire



Agriculture



Protection



Santé

Impact :

Très bas

Bas

Modéré

Sévère

Critique

Exposition | Intensité | Probabilité | Sévérité du risque :

1

2

3

4

5

MENACES	Sous-impacts	SECTEURS	Exposition	Intensité	Impact	Probabilité	Sévérité du risque
<b>Recrudescence des conflits armés</b>	Déplacements de populations et perte des moyens de subsistance		5	3	Modéré	5	4
	Ciblage des agriculteurs par les groupes armés		2	5	Sévère	4	4
	Perte d'accès aux champs		3	2	Bas	4	3
	Baisse de la productivité agricole		3	2	Bas	4	3
	Perte d'accès à la nourriture		5	3	Modéré	5	4
	Déplacements et montée de l'insécurité alimentaire		5	4	Critique	5	5
	Baisse de l'assistance alimentaire		4	4	Critique	5	5
	Enlèvement des personnels de santé et perte d'accès aux soins		3	4	Sévère	5	5
	Déplacements et hausse du risque de contamination aux épidémies		3	4	Sévère	5	5
	Déplacements et propagation des maladies hydriques		2	4	Modéré	4	4

Secteurs :



Nutrition



Moyens de subsistance



Éducation



Eau, Hygiène et Assainissement



Abris et articles ménagers essentiels



Sécurité Alimentaire



Agriculture



Protection



Santé

Impact :

Très bas

Bas

Modéré

Sévère

Critique

Exposition | Intensité | Probabilité | Sévérité du risque :

1

2

3

4

5

MENACES	Sous-impacts	SECTEURS	Exposition	Intensité	Impact	Probabilité	Sévérité du risque
<b>Recrudescence des conflits armés</b>	Baisse de la fonctionnalité des services de malnutrition		3	4	Sévère	4	4
	Hausse de la malnutrition		5	4	Critique	5	5
	Augmentation des maladies épidémiques ou hydriques		5	4	Critique	5	5
	Augmentation des violations des droits des personnes		5	5	Critique	5	5
	Occupation des écoles par les groupes armés ou les personnes déplacées		2	2	Très bas	5	3
	Dommages sur les infrastructures scolaires		2	3	Bas	4	2
	Destructions et pertes de logements		2	3	Bas	5	4
<b>Recrudescence des conflits intercommunautaires</b>	Perte d'accès aux champs		3	3	Bas	5	4
	Occupation de logements abandonnés et difficultés accrues pour les retournés		2	3	Bas	5	4

Secteurs :  Nutrition  Moyens de subsistance  Éducation  Eau, Hygiène et Assainissement  Abris et articles ménagers essentiels  Sécurité Alimentaire  Agriculture  Protection  Santé

Impact :  Très bas  Bas  Modéré  Sévère  Critique

Exposition | Intensité | Probabilité | Sévérité du risque :  1  2  3  4  5

MENACES	Sous-impacts	SECTEURS	Exposition	Intensité	Impact	Probabilité	Sévérité du risque
<b>Détérioration de la situation sanitaire (autres épidémies)</b>	Résurgence de la rougeole		1	4	Modéré	4	4
	Recrudescence des maladies hydriques et aggravation de la malnutrition		1	4	Modéré	4	4
	Manque d'accès aux services d'EHA et développement de maladies hydriques		1	4	Modéré	4	4
<b>Aléas climatiques</b>	Inondations et perte de moyens de subsistance de la population		4	2	Bas	4	3
	Inondations et baisses de la production agricole		4	3	Modéré	4	4
	Manque de précipitation et baisse de la production agricole		4	2	Bas	4	3
	Inondations et perte de la disponibilité alimentaire		4	3	Modéré	4	4
	Températures élevées et précipitations élevées et perte de production agricole		4	3	Modéré	4	4
	Recrudescence des cas de rougeole et autres maladies hydriques suite aux inondations		4	4	Sévère	4	4
	Inondations et destructions d'écoles		2	2	Très bas	4	2
	Inondations et perte de logements		3	3	Bas	4	3

Secteurs : Nutrition Moyens de subsistance Éducation Eau, Hygiène et Assainissement Abris et articles ménagers essentiels Sécurité Alimentaire Agriculture Protection Santé

Impact : Très bas Bas Modéré Sévère Critique

Exposition | Intensité | Probabilité | Sévérité du risque : 1 2 3 4 5

MENACES	Sous-impacts	SECTEURS	Exposition	Intensité	Impact	Probabilité	Sévérité du risque
<b>Arrivée massive de réfugiés centrafricains</b>	Pression exacerbée sur les moyens de subsistance		2	3	Bas	4	3
	Recrudescence de l'insécurité alimentaire		3	4	Sévère	4	4
	Risque de contamination aux maladies hydriques		3	4	Sévère	4	4
	Pression accrue sur les structures EHA		3	4	Sévère	4	4
	Pression accrue sur le système éducatif		2	2	Très bas	4	2
	Destructions d'abris des personnes déplacées suite aux inondations		2	4	Modéré	4	4

Secteurs :



Impact : Très bas Bas Modéré Sévère Critique

Exposition | Intensité | Probabilité | Sévérité du risque : 1 2 3 4 5